Sagesse et liberté

Partage international nº 23 – Juillet 1990

Pendant des années, les peuples d'Europe de l'Est ont aspiré à retrouver la liberté qui leur était refusée par des régimes communistes répressifs. Beaucoup assimilaient liberté et capitalisme. Il en est résulté l'apparition en Europe de l'Est d'importants mouvements en faveur de la mise en place d'une société nouvelle contrôlée par les forces du marché, bâtie sur les ruines des anciennes économies centralisées et planifiées.

Ceci explique que le Président des États-Unis, Georges Bush, ait récemment promis de soutenir les Soviétiques dans leur programme de réformes. Il n'envisage cependant pas une aide financière, mais plutôt de transmettre aux Soviétiques la « sagesse », ainsi qu'il la lui-même appelée, que son pays a acquis progressivement comme société libre et capitaliste.

Il est vrai que les États-Unis – davantage que la plupart des autres pays – profitent des bienfaits de la libre entreprise. La plupart des Américains bénéficient d'un niveau de vie élevé, quasiment d'un luxe sans égal, et sont moins soumis aux effets restrictifs de la loi et de la réglementation que la plupart des autres peuples.

Mais les États-Unis détiennent-ils le monopole de la sagesse, comme G. Bush aime à le croire ? Il semble négliger un certain nombre de faits qui, nous le craignons, rendent dans une certaine mesure moins désirable le type de liberté qu'il souhaite tant exporter vers le monde entier.

Pour quelle raison, dans une société aussi empreinte de sagesse, plus de deux millions de citoyens consomment-ils de la cocaïne au moins une fois par semaine ? Pourquoi les États-Unis ont-ils le taux de criminalité le plus élevé du monde industrialisé ? Pourquoi un enfant américain sur cinq vit-il au niveau ou en dessous du seuil de pauvreté ? Pourquoi, sur cette terre d'abondance, 500 000 enfants sont-ils sous-alimentés ?

Face à la précipitation de certains pays de l'Est à se convertir à la doctrine capitaliste, ces faits devraient procurer matière à réflexion. Le pluralisme politique, le respect des droits civiques, l'encouragement de l'initiative individuelle, sont chacun des manifestations de la liberté qui devraient être garanties dans chaque pays. Cependant, accueillir ces libertés ne revient pas à adopter brusquement les forces du marché comme guide absolu.

Dans tous les domaines, y compris l'économie, la liberté est un art, un savoir-faire qui doit être appris. Cet art consiste en un contrôle de soi intelligent et volontairement consenti, en une acceptation des règles qui assurent le respect des droits de tous, et particulièrement de ceux des membres les plus fragiles de la société, en une juste appréciation des intérêts de chaque individu face à ceux du groupe auquel il appartient. Sans cette volonté de respecter les droits et la liberté d'autrui, la liberté ne constitue rien du plus qu'un prétexte à l'irresponsabilité.

Le capitalisme pur et dur tend souvent à ignorer ces aspects et, ainsi, augmente le risque que des millions de personnes, incapables de s'insérer physiquement ou mentalement, soient abandonnées en marge de la société.

La Pologne, qui a adopté plus radicalement que ses voisins l'exemple occidental, commence à s'apercevoir que tout n'est pas rose dans le capitalisme. Maintenant que l'État s'est retiré de son rôle de pourvoyeur d'emploi et de protecteur des travailleurs, le nombre des chômeurs s'élève à un rythme effrayant. En conséquence, la Pologne connaît actuellement une forte explosion de la criminalité et de la toxicomanie. Cette situation n'est pas pour surprendre puisqu'en Occident également, pour beaucoup, l'absence d'emploi conduit directement au crime.

La perestroïka

Les premières expériences de la Pologne ont refroidi encore un peu plus l'enthousiasme déjà vacillant des Soviétiques pour la *perestroïka* de Gorbatchev. Sceptique depuis le début sur la possibilité de la voir réussir, une grande majorité semble maintenant en avoir manifestement assez d'avoir à fournir des efforts dans cette direction. Que la transformation en économie de marché ait pour première conséquence un chômage massif et l'élimination des subsides alimentaires, n'est évidemment guère de nature à soulever l'enthousiasme.

Ainsi les syndicats, un groupe de pression à prendre en compte avec 140 millions de membres estimés,

exigent que le droit au travail soit maintenu, et prédisent de graves tensions sociales au cas où les responsables politiques opteraient pour un choix différent. En l'état actuel des choses, il est difficile de prévoir l'issue des négociations, étant donné la confusion d'une situation où se mêlent argumentations et conflits de nature économique, nationaliste et ethnique.

En fin de compte, ce conflit d'intérêts pourrait aboutir à la prise de conscience que l'importation intégrale du capitalisme, avec ses principes et ses méthodes, dans une société contrôlée jusqu'à présent par l'État, ne constitue pas une solution. Une liberté sans limite dans des pays accoutumés à la planification et au contrôle étatique – aussi mal organisés et aussi médiocrement performants fussent-ils – ne peut conduire qu'au chaos.

La sagesse, en fait, ne consiste pas plus à tenter d'éviter les forces du marché, comme le préconisaient autrefois les pays de l'Est, qu'à ouvrir toutes grandes les portes à ces mêmes forces, sans aucun contrôle. Il existe, comme toujours, une voie médiane à préférer à ces deux extrêmes. Le compromis réside dans une *utilisation* délibérée et contrôlée des forces du marché, grâce à une politique de non intervention lorsque cela est possible, et de contrôle lorsque c'est nécessaire.

Les conditions d'un juste compromis entre la liberté et la responsabilité semblent réunies pour les deux Allemagne. En Allemagne de l'Est, où le droit au travail est garanti par la constitution et où la population craint le chômage plus que toute autre chose, le nombre des chômeurs a triplé en six semaines. Et la crainte demeure qu'après l'unification avec l'Allemagne de l'Ouest, une armée de millions de chômeurs ne se constitue. Passée la première euphorie du moment où le mur de Berlin tant exécré fut abattu, on commence à réaliser en Allemagne de l'Est que le prix à payer est déraisonnablement élevé et que l'ancienne société disposait au moins d'un actif important : la protection sociale, aussi branlants qu'aient pu être ses fondements.

La République Fédérale d'Allemagne prendra probablement conscience qu'il est essentiel d'aboutir à un juste compromis avec les Allemands de l'Est sur ces questions. La création de la nouvelle Allemagne, unifiée, pourrait bien conduire à une véritable sagesse économique, c'est-à-dire au développement d'une économie sociale de marché.

Un tel système économique repose en fait sur la libre expression de la créativité de tous ses membres. Cette créativité, toutefois, ne sera pas mise en œuvre en priorité pour l'accroissement de la richesse de chacun, mais sera dirigée vers la recherche du bien être de tous. Ce n'est qu'au sein d'une telle économie sociale de marché, dans un futur qu'on peut espérer proche, que la véritable liberté pourra fleurir, une liberté qui permettrait à chacun de poursuivre son développement spirituel, sans que ses efforts ne soient gênés ni par la pauvreté ni par l'excès de biens matériels.

La société qui saura procurer cette liberté à ses citoyens pourra alors, à juste titre, être qualifiée de sage.

Thématiques : politique
Rubrique : Editorial